

## Le populisme est une réponse aux angoisses collectives

**Raffaele Simone** est l'auteur de *Monstre doux : l'Occident vire-t-il à droite ?* (Gallimard, 2010).

De toutes les vibrations sismiques qui secouent la démocratie, le populisme est l'une des plus inquiétantes parce qu'il annonce normalement une dérive à droite. Du reste, comme la démocratie n'est pas une forme politique immuable mais qu'elle est exposée à de continuelles torsions, on ne peut pas exclure que le moment présent corresponde précisément à l'une d'elles.

En effet, que toute l'Europe, à la seule exception de l'Espagne (tant que ça durera !) et de Chypre, soit dirigée par des gouvernements de droite ne peut pas être un hasard. A chaque nouvelle élection, c'est un pas supplémentaire : les récents succès de la droite en Finlande paraissent pour l'heure compléter la série. Une bonne partie de ces majorités sont populistes. Le champion est sans aucun doute Berlusconi en Italie, du fait aussi de la durée interminable de son mandat. Mais sur les autres marches du podium on trouve également Viktor Orban en Hongrie, Sarkozy ainsi que le premier ministre néerlandais Mark Rutte. D'autres viennent s'ajouter petit à petit. Aux Etats-Unis, on observe un phénomène similaire : les opposants à Obama (de Sarah Palin à Michele Bachmann) sont des populistes "durs", même s'ils ne connaissent probablement pas ce terme. D'autres leaders d'Amérique latine suivent un chemin identique.

Il existe d'excellentes analyses du populisme (une des meilleures est celle d'Yves Mény et d'Yves Surel) mais puisque des données nouvelles ont fait leur apparition, il est nécessaire d'ajouter quelques points. Je distinguerai deux angles d'approche : celui du pouvoir et celui du peuple.

Du premier point de vue, le populisme repose sur l'"appel" direct au peuple, ce dernier étant compris au sens "vulgaire" de masse porteuse de désirs et de droits mais pas de devoirs. De là découle l'idée que le leader reçoit ses pouvoirs du peuple de manière immédiate (sans passer par des entités intermédiaires de nature abstraite comme le système représentatif, les institutions, les organes et les pouvoirs politiques) et même, qu'il fait partie du peuple, qu'il ne répond qu'au peuple et ne reçoit son orientation politique que du peuple lui-même. (Naturellement il n'est pas nécessaire que ces affirmations reflètent une réelle conviction ; il peut également s'agir de simples allégations).

Toute une série de conséquences s'appuie sur cette conception. Le corps législatif doit concentrer la production de lois sur un programme soi-disant voulu par le peuple. C'est suffisant pour supprimer tout ce qui peut être dangereux pour le leader : ainsi, en Italie, le parlement s'épuise depuis des années sur une réforme de la justice qui est en réalité une "normalisation" de la magistrature et il cherche comment protéger les puissants du risque d'être inculpés, en négligeant des problèmes urgents comme le conflit d'intérêts ou la relance d'une économie en détresse.

C'est de là que découle l'impatience à l'encontre de la politique et des institutions qui est l'un des traits fondamentaux du populisme : les règles de la politique sont présentées comme le résultat d'accords malhonnêtes ; les institutions, comme des entités qui éloignent le gouvernement du peuple, lentes et sourdes aux humeurs du peuple ; la complexité conceptuelle du droit constitutionnel comme un poids inutile. Il est significatif que Berlusconi parle souvent du "vaudeville de la politique" (dont par ailleurs il fait partie depuis vingt ans) et qu'il soit presque toujours absent aux séances du parlement.

Le populiste sait aussi qu'il doit renvoyer au peuple ses propres humeurs, ses lieux communs et ses préjugés. Ainsi le peuple a l'impression, efficace sur le plan électoral, que c'est vraiment lui qui crée ces idées, vu que ce que le leader fait, déclare et pense, c'est précisément ce que lui, le peuple, fait, déclare et pense ! Ce renvoi permanent (qu'il soit sincère ou hypocrite) se présente sous différentes formes. Berlusconi exploite sans vergogne certaines mœurs "populaires" classiques : produire plein de blagues de très mauvais goût, réduire des thèmes politiques compliqués à des formules banales et même vulgaires, diaboliser grossièrement l'adversaire, recourir de manière effrontée à des mensonges et à des chiffres inventés. En Hongrie, Orban conduit une campagne (dénoncée par Agnes Heller) pour discréditer les intellectuels qui rappelle tristement les débuts du nazisme... Même le langage du peuple peut être utile : le fameux terme "racaille" de Sarkozy en est un exemple, de même que le "*fjóra di ball*" ("à la porte par la peau des couilles") que Umberto Bossi, ministre de la République, a récemment suggéré comme... solution au

problème de l'immigration. De cette façon, le peuple a l'impression que le leader est comme lui, qu'il parle comme lui, qu'il pense comme lui.

## LES "AUTRES"

Du point de vue du peuple, il est crucial pour le populisme de se créer un "Autre", un bouc émissaire que l'on peut charger de toutes les fautes. En Italie, les "Autres" sont de plusieurs types : pour Berlusconi, ce sont les "communistes" et les "juges", pour la Ligue du Nord, ce sont les méridionaux, les tziganes et, pire encore, les immigrés (les "*bongo bongo*"); pour la droite hongroise, ce sont les tziganes et les intellectuels ; pour les droites françaises (dans lesquelles je place sans les distinguer Sarkozy et Marine Le Pen), ce sont les immigrés tout comme les jeunes des banlieues, la spéculation internationale et consorts. Naturellement, cette liste est mise à jour en fonction de l'actualité.

Le besoin de conserver le lien avec le peuple influence le comportement personnel. Les bains de foule auxquels Berlusconi, imitant en cela Mussolini, s'abandonne souvent, bien que ce soit de plus en plus risqué, amènent le peuple à se duper lui-même et le puissant à se conforter dans sa position. De même Berlusconi évoque souvent son patrimoine : après avoir promis d'acheter une maison à L'Aquila après le tremblement de terre de 2009, il a répété la même promesse à Lampedusa ("*je vais devenir un lampedusain*") lors de l'une de ses incroyables visites-spectacle de même qu'il avait promis d'héberger des sinistrés de L'Aquila dans trois de ses appartements. Il n'a rien fait de ce qu'il avait promis, mais le lien avec le peuple en est sorti renforcé. Même ses minables aventures sexuelles semblent davantage faites pour susciter la sympathie et l'envie.

Dans ce cadre, la personnalisation médiatique est décisive : le leader doit toujours être en vue, lancer des messages, susciter un désir d'imitation et un sentiment de ressemblance. En pratique, il doit donner l'impression d'être en dialogue direct avec les citoyens (mais ceux-ci ne doivent pas se rendre compte qu'ils sont devenus entre-temps des spectateurs).

Il reste à se demander ce qui pousse les démocraties sur la bordure, dangereuse, du populisme. Comme je l'ai dit, on ne peut pas croire que la démocratie, une fois installée, soit éternelle : du fait de sa nature de "construction difficile", elle est toujours exposée au risque d'une crise. On ne peut pas d'autre part exclure que la modernité, avec son appel insistant à l'égoïsme, à l'hédonisme et à la frénésie de consommation (comme je l'ai argumenté dans mon livre *Le Monstre doux*2), soit en elle-même, intrinsèquement, "antidémocratique".

En ce sens, le populisme pourrait être une manifestation d'impatience envers la démocratie, d'autant plus forte qu'émergent sur la scène politique des groupes porteurs de puissants intérêts personnels, et c'est pire encore s'ils se présentent avec l'arrogance que favorise un médiocre niveau de culture. Dans cette interprétation, le populisme est le précurseur politique du fascisme, quelles que soient la version et la forme de ce dernier. Des éléments conjoncturels s'ajoutent à cette propriété structurelle : à cet instant présent de l'histoire européenne, par exemple, le populisme est la réponse, sous forme de punition, aux phénomènes qui font l'actualité de manière dramatique. Avant tout, c'est une réponse à l'immigration massive et à l'impression que personne ne la contrôle sérieusement ; en second lieu, c'est une réponse à l'effacement des frontières qui alimente dans le peuple la peur que l'"Autre" puisse envahir "sa" terre .

Autrement dit, le populisme est une réaction à des situations de "peur collective", générique ou spécifique, précisément comme celle qui caractérise si fortement notre époque. Avant que cela ne tourne à nouveau au cauchemar, ce sont les gauches (même si tous leurs leaders ne sont pas immunisés contre les risques de populisme) aussi bien que les institutions européennes, lesquelles ne sont pas moins exposées au danger que les institutions nationales, qui devront assumer ce défi.